

Le 31 décembre 1977, le gouvernement cambodgien dénonçait violemment dans un « appel à l'opinion mondiale » le régime vietnamien identifié à cette occasion à celui de l'Allemagne hitlérienne et accusé « d'envahir » militairement le Kampuchea. Quelques heures plus tard, le gouvernement vietnamien rejetait les accusations portées à son égard par Phnom Penh, dénonçait à son tour les « crimes » commis sur son territoire par les soldats khmers et se déclarait en état de « légitime défense ». Peu après, la presse vietnamienne qualifiait de « réactionnaires » les « autorités » cambodgiennes.

Le fait apparaissait monstrueux. Deux partis issus d'une même tradition communiste régionale, deux régimes issus d'une lutte conjointe contre l'impérialisme s'étaient engagés, dès la victoire de 1975, contre l'intervention américaine acquise dans un double et meurtrier conflit frontalier et politique. Il n'est pas question, dans un ouvrage portant sur l'entre-deux-guerres mondiale, d'expliquer ce renversement paradoxal de la situation indochinoise. Il tient en effet beaucoup à l'évolution du mouvement communiste dans la région à la suite des Accords de Genève de 1954 et à la formation dans les années cinquante et soixante d'une nouvelle direction du Parti communiste cambodgien, direction qui s'est imposée à partir d'un profond rejet de la tradition de solidarité indochinoise à l'honneur durant la résistance anti-française.

Mais l'étude du mouvement ouvrier et national en Indochine durant les années vingt et trente n'en est pas moins indispensable à qui veut comprendre la dégradation brutale des relations vietnamo-khmères. Le réveil d'anciens antagonismes nationaux n'était pas inévitable. Et, plus qu'à un conflit frontalier, nous assistons actuellement à un violent conflit politique entre deux régimes se réclamant du socialisme. Le débat porte notamment sur la nature des relations qui devraient lier, au lendemain de la victoire sur l'impérialisme, le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Phnom Penh accuse Hanoi de vouloir intégrer le Kampuchea à une « fédération indochinoise » à sa dévotion. Hanoi s'en défend mais accuse par contre la direction khmère de rejeter l'établissement de « rapports spéciaux » entre les deux pays (à l'image de ceux noués entre le Vietnam et le Laos), rapports jugés indispensables aux populations de cette région par la direction vietnamienne.

Or, c'est au milieu des années trente que le mot d'ordre de « Fédération des États unis socialiste d'Indochine » a été officiellement avancé. Et c'est dans la période qui sépare les deux guerres mondiales que l'on a vu un communisme de facture indochinoise s'affirmer en lieu et place du « communisme vietnamien » en gestation pendant les années vingt, puis commencer à céder politiquement du terrain devant la formation progressive de trois mouvements communistes distinctes au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Le rapport du communisme au mouvement national, de la constitution des nations à la révolution régionale et mondiale, était déjà au cœur de l'actualité révolutionnaire indochinoise.

L'étude des phénomènes nationaux, « nationalitaires » ou régionaux est aujourd'hui de mode. L'histoire a évidemment beaucoup à nous apprendre. Et celle de l'Indochine est particulièrement riche en la matière. La période des luttes de libération consécutive à la seconde guerre mondiale fut pour beaucoup dans la prise en compte du fait national par les militants révolutionnaires européens, dans son idéalisation aussi. L'histoire du mouvement communiste d'avant-guerre permet de mieux situer cette question dans son contexte historique changeant. L'éclatement sanglant de ce qui fut connu sous le nom de « front révolutionnaire indochinois » confirme l'urgence qu'il y a à replacer le fait national en perspective historique et à en tirer les enseignements politiques.

introduction

La révolution vietnamienne est probablement, de tous les mouvements de libération du monde colonial et néo-colonial, celui où le degré d'identification entre mouvement communiste et mouvement national a été le plus profond. Le Parti communiste s'y est très tôt affirmé le « porte parole de la nation opprimée ». Au cours de deux longues guerres d'indépendance, il a dirigé des « fronts de libération » et une résistance populaire qui ont mis en échec les forces d'intervention françaises, puis américaines.

Mais, symbole d'un combat national anti-impérialiste, le mouvement communiste vietnamien conduit aussi une révolution sociale qui engage le Vietnam victorieux dans une difficile transition au socialisme. Cette dialectique qui lie la lutte contre la domination étrangère au renversement de l'ancien ordre intérieur remonte loin dans le temps. Ce n'est pas une coïncidence si la contre-offensive générale qui doit mener les troupes du Vietminh à la victoire de Dien Bien Phu est préparée par l'appel à la réforme agraire radicale. L'approfondissement de la lutte de classe dans les campagnes vietnamiennes est favorisé par les succès de la résistance aux opérations françaises; et la radicalisation du programme avancé par le mouvement communiste est devenu indispensable pour galvaniser la mobilisation paysanne et renforcer la capacité d'action militaire du Vietminh. Toute l'histoire de la révolution vietnamienne tend à confirmer une leçon essentielle : la solution de la question nationale est sociale.

L'histoire du Vietnam contemporain est en effet pour une large part celle du dégagement progressif du contenu de classe de la libération, de l'évolution des liens entre communisme et mouvement national, entre lutte sociale et levée anti-impérialiste, entre révolution nationale, contexte régional et situation mondiale. Le Parti communiste du Vietnam apparaît certes avant tout comme le dernier des grands protagonistes de la vague de luttes coloniales qui a suivi la seconde guerre mondiale. Pour beaucoup, le communisme vietnamien est essentiellement l'héritier de ces trois décennies de luttes de libérations. Il n'en est pas moins aussi à la fois l'acteur et le produit d'une histoire plus ancienne, celle du Vietnam des années vingt et trente.

L'un des traits les plus remarquables du communisme vietnamien est sa continuité politique et organisationnelle. Il émerge d'une « guerre révolutionnaire prolongée » qui a fourni durant une période exceptionnellement longue un cadre constant et contraignant à son activité, qui a marqué d'une empreinte particulièrement profonde son orientation, sa mentalité, son fonctionnement. Mieux, il est le seul parti communiste au pouvoir depuis plus de vingt ans à n'avoir connu ni purges, ni divisions ouvertes, malgré les aléas de la situation indochinoise et l'éclatement du conflit sino-soviétique.

Pourtant cette période n'est exempte ni de tournants politiques, ni de tensions internes, que ce soit autour de la question agraire à l'époque de la résistance anti-française ou à propos de la reprise du combat armé, à la fin des années cinquante. Surtout, l'ère des « fronts de libération » a été précédée d'une période de formation du mouvement ouvrier et communiste vietnamien riche en crises et retournements dans lesquels les rapports changeants entretenus par les organisations communistes vietnamiennes à la question nationale occupent une grande place.

C'est à cette histoire d'avant-guerre que cet essai se consacre; l'histoire des premiers liens noués entre le communisme vietnamien et le mouvement national; l'histoire de deux décennies durant lesquelles ce mouvement national fut l'enjeu d'un intense conflit entre des forces politiques et sociales concurrentes; conflit dont l'issue pèsera lourd dans l'évolution des combats des années quarante à soixante-dix.

Il s'en faut évidemment beaucoup que cette étude soit complète. Les courants nationaux non communistes ne sont abordés que dans leur confrontation avec les organisations marxistes, ou

proto-marxistes vietnamiennes. L'analyse du communisme vietnamien, elle-même, est limitée. Elle ne s'attarde, pour les années vingt, que sur l'« Association de la Jeunesse Révolutionnaire » de Nguyen Ai Quoc alors que d'autres mouvements joueront un rôle actif dans la formation du Parti communiste indochinois : le Tan Viet, dans le centre du pays surtout; celui animé par l'intellectuel Nguyen An Ninh en Cochinchine aussi... Et il reste difficile de traiter de façon équilibrée du rapport du communisme vietnamien à la question nationale sans une analyse parallèle plus poussée de la politique coloniale des forces françaises – notamment du P.C.F. – et de la politique indochinoise du Komintern. L'histoire de la révolution indochinoise reste largement à écrire et dépend des chercheurs et militants vietnamiens, laotiens et cambodgiens; comme de la poursuite des études internationales.

Cet essai est issu d'un mémoire présenté en 1976 à l'université de Paris VIII Vincennes auprès de Y. Lacoste, M. Rebérioux et D. Hemery, partiellement remanié depuis. Il doit beaucoup à divers travaux antérieurement publiés. Les citations et références en font foi. Il me faut remercier tout particulièrement Georges Boudarel, Pierre Brocheux et Daniel Hémerly, enseignants à Paris VII, qui m'ont prodigué des conseils, communiqué des manuscrits et de nombreux documents.